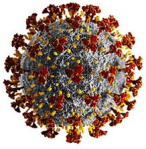


Afrique-Santé-Covid-19



LIBREVILLE, 25 décembre (Infosplusgabon) - Le récent rapport sur la COVID-19 fait état d'une volonté générale de se faire vacciner, soulignant la nécessité d'un approvisionnement régulier et d'un appui logistique supplémentaire. Les mesures préventives individuelles de la COVID-19, telles que le lavage des mains et le port de masques, sont indispensables pour protéger les personnes pendant que les efforts de vaccination s'intensifient.

Alors que la variante Omicron domine l'actualité de la COVID-19, une nouvelle étude du Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19 — Partenariat pour une réponse à la COVID-19 fondée sur des données probantes — indique que les populations des États membres de l'Union Africaine sont, dans leur majorité, disposées à se faire vacciner. Dans 19 pays, 78 % des personnes interrogées par le PERC ont indiqué qu'elles avaient été ou étaient prêtes à se faire vacciner.

Cependant, en novembre 2021, moins de 7 % du continent africain avait été vacciné. Cet écart entre l'acceptation et la couverture démontre un besoin non satisfait substantiel et souligne l'importance d'un approvisionnement constant et prévisible en vaccins ainsi que d'un appui accru aux programmes de vaccination en Afrique. Le dernier rapport du PERC examine les raisons pour lesquelles les efforts de vaccination mondiaux ont été marqués par l'inégalité, ainsi que les défis logistiques liés à la vaccination du continent africain. Le rapport souligne

également l'importance continue des mesures préventives — en particulier les mesures individuelles telles que le port du masque et la distanciation sociale — qui minimisent les dommages sociaux ou économiques qui peuvent survenir lorsque des restrictions de mobilité et de rassemblement économique et social sont imposées.

"Nous devons travailler de toute urgence afin de créer les conditions d'un accès équitable à des vaccins sûrs et efficaces sur le continent africain," a déclaré le Dr John Nkengasong, directeur des Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies. "Les données du PERC indiquent que la demande de vaccins est nettement supérieure à l'offre."

À 78 %, le taux d'acceptation des vaccins était plus élevé que lors de la précédente enquête PERC menée plus tôt cette année (67 %), ce qui pourrait indiquer le succès des campagnes de communication des risques. Dans cinq pays étudiés — la Guinée, le Maroc, le Mozambique, la Tunisie et le Zimbabwe — l'acceptation était de 90 % ou plus. L'acceptation du vaccin était élevée à la fois parmi ceux qui faisaient confiance à la réponse de leur gouvernement à la pandémie et parmi ceux qui estimaient que la COVID-19 représentait un risque personnel pour eux ou pour leur pays. Cette acceptation élevée contredit les rapports des médias suggérant que les faibles taux de vaccination en Afrique sont dus à l'hésitation.

Parmi les 20% de personnes interrogées ayant exprimé leur réticence à l'égard des vaccins, les principales raisons étaient les suivantes : faible perception des risques (24%), manque d'informations sur les vaccins (22%) et manque de confiance dans le gouvernement (17%). Les raisons de la faible perception des risques sont complexes mais les responsables peuvent prendre des mesures concrètes pour y remédier. L'offre d'informations plus nombreuses et de meilleure qualité sur la COVID-19 et les vaccins par des sources de confiance, en particulier les professionnels de la santé, associée à un approvisionnement constant et fiable en vaccins, peut accroître l'acceptation. Les principales sources d'information des personnes interrogées sont les centres de santé locaux, la télévision et la radio.

Un certain nombre de goulets d'étranglement ont favorisé l'incapacité à atteindre une couverture vaccinale plus élevée. L'imprévisibilité de l'offre — en termes de volume, de moment et de durée de conservation — menace la capacité des pays à répondre à la demande. Lorsqu'elle est proposée, la vaccination est souvent peu pratique, obligeant les gens à parcourir de longues distances ou à se rendre sur les sites de vaccination à des moments inopportuns.

"Les efforts déployés par l'African Vaccine Acquisition Trust (AVAT) et l'installation COVAX pour élargir l'accès aux vaccins sont encourageants," a déclaré Amanda McClelland, première vice-présidente chargée de la prévention des épidémies chez Resolve to Save Lives, une initiative de Vital Strategies. "Mais il y a encore du travail à faire. Les dons de vaccins envoyés trop près des dates d'expiration, par exemple, mettent les pays dans l'incapacité de lancer des campagnes de vaccination efficaces."

Les mesures de prévention de la COVID-19 restent cruciales pour atténuer l'impact sanitaire du virus. Les chercheurs du PERC ont analysé les facteurs qui influencent le soutien et l'adhésion à ces mesures et ont constaté que les actions individuelles — lavage des mains, port d'un masque et distanciation sociale — suscitaient toutes, le soutien d'au moins 90 % des personnes interrogées. Un soutien aussi élevé suggère que ces mesures clés peuvent continuer à être des stratégies efficaces permettant de réduire la transmission de la COVID-19.

Les mesures préventives restreignant les rassemblements ou les déplacements ont reçu moins de soutien. Le chômage et l'insécurité alimentaire étaient très répandus parmi les répondants à l'enquête et rendaient difficile l'adhésion à des mesures communautaires restrictives. Les chercheurs du PERC ont conclu que de telles mesures devraient être ciblées sur des populations spécifiques à haut risque, selon les besoins, afin de minimiser les dommages.

La perte de revenus peut également avoir eu un impact négatif quant à l'accès aux services de santé essentiels. Le coût et l'accessibilité financière ont été présentés comme étant les principaux obstacles à l'obtention de soins. La diminution du nombre de visites médicales a probablement contribué à la baisse des principaux indicateurs de santé. Les chercheurs du PERC préconisent des investissements urgents pour stabiliser les systèmes de santé et regagner les progrès perdus pendant la pandémie.

"Les données du PERC permettent aux décideurs politiques à la fois de sauver des vies et de minimiser les impacts sur les moyens de subsistance," a déclaré le Dr Tom Frieden, président et directeur général de Resolve to Save Lives, une Initiative de Vital Strategies. "Une opportunité s'offre à la communauté mondiale d'investir dans les professionnels de la santé et les infrastructures de santé publique afin de soutenir la livraison des vaccins, les soins et la

prévention de la COVID-19 à court terme, mais aussi de réparer et de restaurer les prestations de services de santé perturbées par la COVID-19 à long terme.”

Sur la base de leurs réflexions, les auteurs du PERC recommandent :

La communauté mondiale doit aider les États membres de l'UA à fournir des vaccins à un rythme mieux coordonné et plus systématique afin de permettre une distribution plus large, plus efficace et plus équitable. Les ressources et l'expertise nécessaires visant à renforcer la distribution des vaccins doivent faire partie du dispositif d'approvisionnement afin de garantir la couverture.

Les mesures de prévention de la COVID-19 (décrites comme des mesures sociales et de santé publique, ou MSSP, dans le rapport) sont essentielles pour atténuer la transmission de la COVID-19, en particulier lorsque de nouvelles variantes, peut-être plus transmissibles, apparaissent dans des populations sous-vaccinées. La promotion de l'observance doit être une priorité absolue.

Les ministères de la santé ont des priorités concurrentes: maintenir les investissements à long terme dans les maladies endémiques, comme le VIH et la tuberculose, et se préparer et répondre aux épidémies immédiates, comme la fièvre jaune, le virus Ebola et la rougeole. Les investissements dans la préparation des systèmes de sécurité sanitaire peuvent être utilisés à la fois pour les réponses spécifiques à la COVID-19 et pour les priorités à long terme.

Il est essentiel de renforcer les systèmes de données sanitaires afin d'être mieux préparé aux menaces sanitaires. Il est important que les investissements donnent la priorité aux données épidémiologiques, ainsi qu'aux données contextuelles et aux données sur les perceptions et les actions de la communauté envers les contre-mesures en vue d'atténuer et de prévenir les maladies. Avec les données elles-mêmes, la collecte, l'analyse et la diffusion en temps opportun font partie intégrante du renforcement des systèmes et de la réponse aux urgences.

La communauté mondiale et les gouvernements nationaux doivent investir — dans toute la mesure du possible — dans des infrastructures de santé publique et des programmes de protection sociale qui renforcent et maintiennent la résilience, afin d'améliorer les résultats sanitaires et économiques et de réduire les coûts d'opportunité de la vaccination et de l'adhésion aux MSSP.

L'enquête du PERC — la quatrième de sa série "Utiliser les données pour trouver un équilibre" — a été réalisée en septembre, alors que de nombreux pays d'Afrique se remettaient d'une troisième vague de COVID-19 provoquée par la variante Delta et avant l'émergence de la variante Omicron. Le PERC a interrogé environ 23 000 personnes dans 19 États membres de l'Union africaine, a compilé des données sociales, économiques et épidémiologiques provenant de diverses sources et a comparé les résultats des enquêtes précédentes menées en février 2021 et en août 2020. Une version française du rapport sera disponible en janvier 2022.

FIN/ INFOSPLUSGABON/LJH/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon